



IATI

INTERNATIONAL
AID
TRANSPARENCY
INITIATIVE

S'engager

Planifier

Publier

Utiliser

Améliorer

Initiative internationale
pour la transparence de l'aide

Résumé analytique

2014

Table des matières

Rappel des objectifs de l'IITA	2
Élargissement	3
L'IITA et les pays partenaires	7
Améliorer l'utilisation des données	10
Perspectives	12

Acronymes

BAD	Banque africaine de développement
BEI	Banque européenne d'investissement
BMZ	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
BRIC	Brésil, Russie, Inde et Chine
CAD	Comité d'aide au développement
CSS	Coopération Sud-Sud
EPD	Enquête sur les plans de dépenses
FBMG	Fondation Bill & Melinda Gates
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
IITA	Initiative internationale pour la transparence de l'aide
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations Unies
PGA	Plateforme de Gestion de l'Aide
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PWYF	Publish What You Fund
RDC	République démocratique du Congo
SGIA	Système de gestion de l'information sur l'aide
SIG	Système d'information géographique
SNPC	Système de notification des pays créanciers
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Rappel des objectifs de l'IITA

Les pays en développement ont encore beaucoup de mal à obtenir des données précises, détaillées et à jour concernant l'aide au développement. Un accès généralisé à des données de meilleure qualité permettrait aux États bénéficiaires de l'aide de prendre des décisions plus éclairées en matière de budgétisation et d'allocation des ressources, et d'augmenter ainsi l'impact de leurs propres ressources et de celles des donateurs. Améliorer la transparence et la responsabilité dans le système d'aide contribuerait à corriger de nombreux dysfonctionnements, relatifs notamment à la corruption dans la chaîne d'approvisionnement entre les donateurs et les bénéficiaires visés, à la coordination des efforts entre tous les acteurs de l'aide, à la planification, à l'appropriation et aux retours d'expérience de la part des destinataires.

L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) est un élément clé de la norme ouverte commune qui a été adoptée concernant la publication électronique d'informations détaillées, prospectives et accessibles en temps utile sur l'aide au développement. Cette norme commune, préconisée suite au Partenariat de Busan et définie par l'IITA et le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, figure dans le accord entériné lors de la dernière réunion du **Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide** qui s'est tenue en juin 2012. La norme commune est le produit de l'association de trois systèmes et processus complémentaires : le **Système de notification des pays créanciers (SNPC)** du CAD (OCDE), qui fournit des informations statistiques détaillées, l'**Enquête sur les plans de dépenses (EPD)**, qui émane également de l'OCDE, et l'IITA. Depuis la **déclaration d'Accra** qui lui a donné le jour en 2008, l'IITA a déjà pris une ampleur considérable. Cette dynamique s'est accélérée avec le **quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide**, qui a donné lieu

à l'Accord de partenariat de Busan.

Outre les **membres du CAD**, un nombre croissant de fondations, d'ONG, de sociétés privées et d'autres acteurs du développement ont également recours à l'IITA pour publier des informations sur leurs activités. En devenant membres de l'IITA, les organisations et les gouvernements s'engagent publiquement à respecter un **cadre de mise en œuvre** qui impose un suivi des donateurs (lesquels publient eux-mêmes leurs données), un suivi des pays partenaires et un suivi indépendant. Dans ce rapport, les données publiées par les donateurs utilisent un format tableau standard complété par un texte descriptif indiquant, pour chaque membre, les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'IITA. Il existe deux grands types de suivi indépendant. Le premier est l'**indice de transparence de l'aide**, diffusé chaque année par **Publish What You Fund (PWYF)**, qui tient compte à la fois des mesures de transparence et des données publiées. Le deuxième fait appel au suivi réalisé par le **Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement**, qui comprend un indicateur de transparence permettant d'évaluer si les donateurs ont publié leurs données conformément à la norme commune en fonction de trois critères : les informations doivent en effet être détaillées, prospectives et accessibles en temps utile.

Le nouveau Secrétariat de l'IITA est assuré depuis septembre 2013 par un collectif dirigé par le **PNUD**, en collaboration avec le **Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)**, les gouvernements du **Ghana** et de la **Suède**, ainsi que **Development Initiatives** (une organisation britannique à but non lucratif). La composition de ce collectif illustre bien le caractère multipartite de l'IITA.

Élargissement

Les membres de l'IITA se sont beaucoup diversifiés ces trois dernières années. Le Comité directeur se compose d'organisations très diverses : non seulement des donateurs bilatéraux, des gouvernements de pays partenaires, des organisations de la société civile et des organisations multilatérales, mais aussi des organisations caritatives, des institutions de financement du développement et des fonds d'investissement pour le climat.

Nouveaux membres

En 2013, l'IITA a accueilli cinq nouveaux membres : **le Fonds pour l'adaptation, la Fondation Bill & Melinda Gates (FMBG), Bond, la Banque européenne d'investissement (BEI) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)**. Avec ces cinq nouveaux venus, l'IITA atteint un total de 59 membres. La liste complète des membres est disponible aux pages 5 et 6.

En 2013, douze membres ont publié leurs premières données conformément à la norme de l'IITA, notamment des organisations multilatérales telles que le **Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)**, le **Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)** et la **Banque africaine de développement (BAD)**. Les gouvernements donateurs ont fourni d'importants efforts pour adopter des politiques de transparence gouvernementale et d'accès libre aux données. En 2013, le **ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)**, le **ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce** et la **Direction du développement et de la coopération suisse (DDC)** ont publié pour la première fois des données dans le cadre de l'IITA. Cela porte à 29 le nombre total de membres qui publient des données conformes à la norme de l'IITA¹.

Engagements politiques

Une étape importante a été franchie en 2013 lorsque les membres du G8 qui n'étaient pas encore signataires de l'IITA se sont engagés à mettre en œuvre la **norme**

commune sur la transparence de l'aide adoptée à Busan (Corée du Sud), qui combine le Système de notification des pays créanciers (SNPC) du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et l'IITA. Suite au sommet du G8 qui s'est tenu **à Lough Erne (Irlande du Nord) les 17 et 18 juin 2013, et où ont été pris ces engagements**, l'IITA s'est employée à mobiliser ces donateurs. Une visite technique a ainsi été effectuée en Italie, et la France, la Russie, l'Italie et le Japon ont été invités à participer en tant qu'observateurs à la réunion du **Comité directeur de l'IITA d'octobre 2013**. La France a déjà fait des progrès en publiant des données relatives à certains projets d'aide au Mali par le biais de sa nouvelle plateforme ouverte des données publiques nationales et de son **portail en accès libre sur le Mali**.

Par ailleurs, un **rapport du Groupe de haut niveau sur l'après-2015** préconise « une révolution des données pour le développement durable, avec une nouvelle initiative internationale visant à améliorer la qualité des statistiques et des informations mises à la disposition des citoyens et des gouvernements... Il n'est pas évident de mettre en œuvre un programme de cette ampleur, d'obliger les responsables à rendre compte des progrès accomplis et de maintenir ce programme en tête des priorités politiques des dirigeants mondiaux. »² Ce rapport révèle l'importance et l'urgence grandissantes de faciliter l'accès à des informations sur l'aide exactes et détaillées pour que les gouvernements et la société civile au sens large puissent les utiliser à des fins de développement.

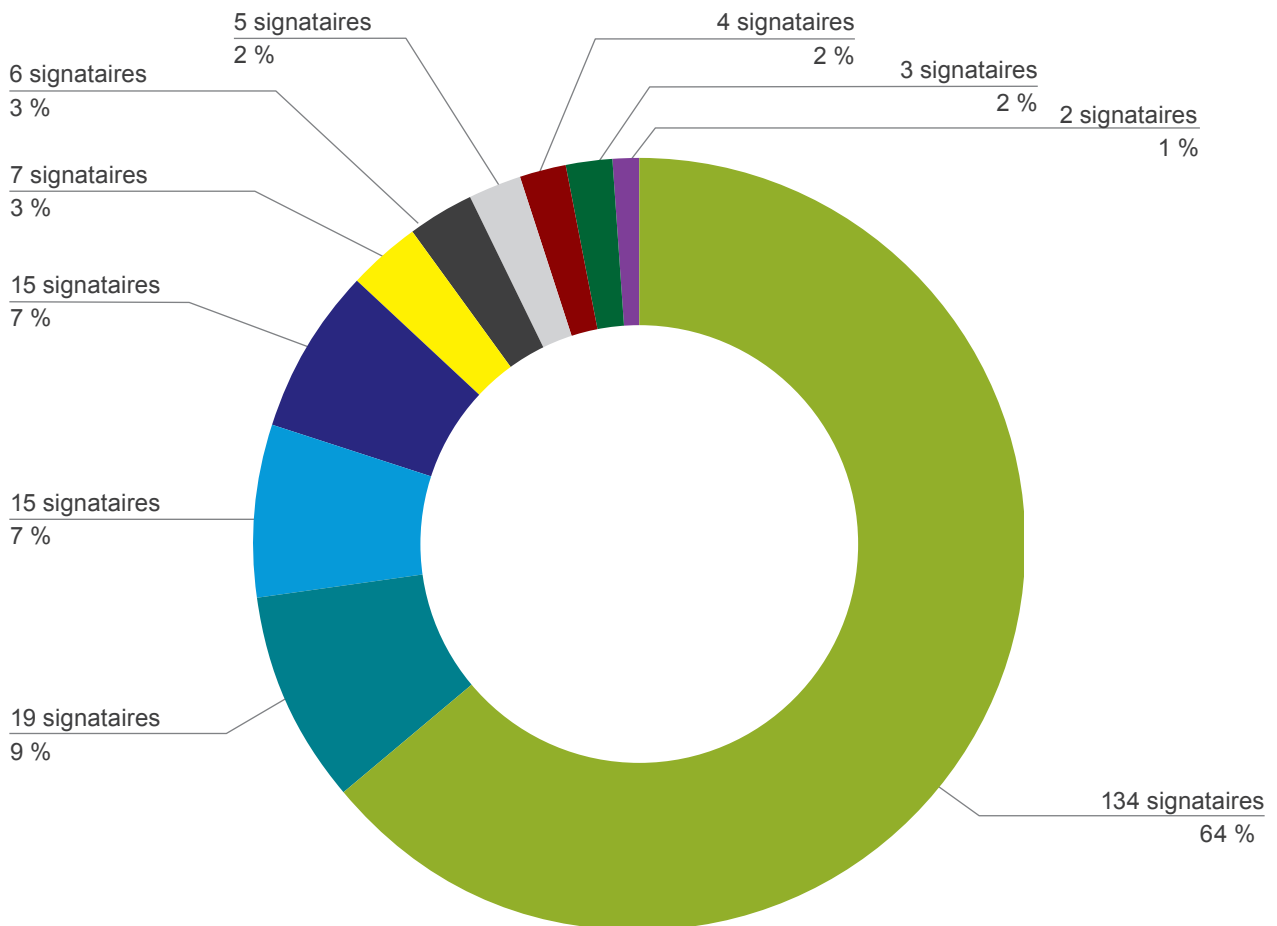
Tous les signataires

Outre l'augmentation du nombre de membres, 109 non-membres de l'IITA ont publié leurs données en 2013. Ces non-membres sont surtout des ONG internationales, suivies par des gouvernements, des organismes multilatéraux, des ONG nationales, des sociétés du secteur privé, d'autres structures publiques, des fondations et des établissements universitaires. Ce sont cependant les gouvernements et les organismes multilatéraux qui publient la grande majorité des activités et des transactions (voir le nombre de signataires par type d'organisation et les activités par type de signataire).

1. Ce chiffre ne tient pas compte des différents services au sein d'une même organisation. Ainsi, pour la Commission européenne, les quatre directions générales signataires sont répertoriées comme un seul membre.

2. Voir le Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015, « Vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable », Chapitre 4 : Mise en œuvre, responsabilisation et formation d'un consensus (2013, United Nations Publication, New York), p. 25.

Nombre de signataires par type d'organisation au 31 décembre 2013



- Partenariats public-privé
- ONG régionales
- Organismes universitaires, de formation et de recherche
- Fondations
- Autres structures publiques
- Sociétés du secteur privé
- ONG nationales
- Organismes multilatéraux
- Gouvernements
- ONG internationales

Membres qui publient des données dans le registre de l'IITA

	Date d'adhésion à l'IITA	Date de première publication ³	Type d'organisation
Adaptation Fund	April 2013	Still to publish	Multilateral
African Development Bank (ADB)	April 2011	June 2013	Multilateral
Australia - Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT)	September 2008	September 2011	Government
Belgium (DGD)	November 2012	Still to publish	Government
Bill & Melinda Gates Foundation (BMGF)	October 2013	Still to publish	Foundation
Bond	November 2013	July 2012	National NGO
Canada - Department of Foreign Affairs, Trade and Development - Affaires étrangères, Commerce et Développement	November 2011	October 2012	Government
Denmark - Danida, Ministry of Foreign Affairs of Denmark	September 2008	March 2012	Government
Development Initiatives Poverty Research (DIPR)	November 2008	July 2011	International NGO
European Commission (EC)	September 2008	May 2011	Other Public Sector
European Investment Bank (EIB)	October 2013	Still to publish	Multilateral
Finland - Ministry for Foreign Affairs of Finland (MFAF)	September 2008	November 2011	Government
Germany - Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ)	September 2008	March 2013	Government
Global Environment Facility (GEF)	March 2013	Still to publish	Multilateral
Inter-American Development Bank (IDB)	November 2011	March 2013	Multilateral
International Fund for Agricultural Development (IFAD)	May 2012	Still to publish	Multilateral
Ireland - Irish Aid, Department of Foreign Affairs and Trade	September 2008	July 2013	Government
Netherlands - Ministry of Foreign Affairs	September 2008	September 2011	Government
New Zealand - Ministry of Foreign Affairs and Trade	September 2008	May 2012	Government

	Date d'adhésion à l'IITA	Date de première publication	Type d'organisation
Norway - Norad, Ministry of Foreign Affairs	September 2008	Still to publish	Government
Publish What You Fund	November 2008	November 2011	International NGO
Sweden - Swedish International Development Cooperation Agency (Sida)	September 2008	October 2011	Government
Switzerland - Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC)	June 2009	November 2013	Government
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria	June 2011	November 2011	Multilateral
The William and Flora Hewlett Foundation	September 2008	March 2011	Foundation
The World Bank	September 2008	May 2011	Multilateral
Transparency International Secretariat	November 2008	May 2012	International NGO
United Kingdom - Department for International Development (DFID)	September 2008	January 2011	Government
United Nations Capital Development Fund (UNCDF)	December 2011	October 2012	Multilateral
United Nations Children's Fund (UNICEF)	March 2012	June 2013	Multilateral
United Nations Development Programme (UNDP)	September 2008	November 2011	Multilateral
United Nations Office for Project Services (UNOPS)	October 2011	October 2011	Multilateral
United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA)	August 2012	Still to publish	Multilateral
United Nations Population Fund (UNFPA)	May 2012	July 2013	Multilateral
United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN Women)	May 2012	November 2012	Multilateral
United Nations World Food Programme (WFP)	August 2012	June 2013	Multilateral
United States of America (USA)	November 2011	December 2012	Government

3. The organisation/country listed is the one that is the member of IATI. This excludes multiple departments within a single member, e.g. the four departments of the European Commission that are publishing are listed as one member. They are shown separately in Section 5. Publishing since shows the month of first publication of either an activity or organisation file up to 31 December 2013.

L'IITA et les pays partenaires

Le Partenariat de Busan a marqué un tournant, puisque l'efficacité du développement prime désormais sur l'acheminement de l'aide. Cette évolution doit être menée par les pays en développement en fonction de leurs besoins spécifiques.

Au 31 décembre 2013, 22 pays partenaires s'étaient ralliés à l'IITA en adhérant à son Comité directeur. À deux exceptions près, tous ces pays ont mis en place des portails de gestion de l'aide et sont maintenant en mesure d'exploiter des données détaillées à des fins de budgétisation et de planification.

Voici trois exemples qui montrent comment certains pays partenaires perfectionnent leur SGIA afin d'améliorer la connaissance des données, d'optimiser les résultats et de renforcer la responsabilité³.

Études nationales sur les données IITA et les SGIA

Lors du Comité directeur d'octobre 2013, le Secrétariat de l'IITA a été prié d'entreprendre une étude concernant l'utilisation des données à l'échelle nationale, en vue de formuler des recommandations visant à optimiser le potentiel des données de l'IITA pour les pays partenaires. Une enquête a été mise au point fin 2013, puis menée auprès des utilisateurs des SGIA des pays partenaires. Les résultats détaillés seront présentés dans le Rapport annuel de l'an prochain, mais les conclusions devraient aller dans le sens des demandes faites à Accra en 2008 et des résultats des ateliers régionaux organisés en 2009 par le PNUD et l'IITA sur les besoins des pays. Les résultats préliminaires montrent que les SGIA doivent impérativement disposer d'informations exactes, prospectives et en temps utile pour jouer le rôle qui leur revient au sein de l'ensemble des systèmes de gestion des finances publiques des pays partenaires.

Bien que les systèmes de gestion de l'information sur l'aide soient de plus en plus perfectionnés dans les pays partenaires, aucun ne propose encore de module permettant l'échange automatique des données de l'IITA. Cette fonctionnalité est pourtant de plus en plus reconnue comme une nécessité, car elle faciliterait l'envoi régulier de rapports pour les partenaires de développement à l'échelle nationale, comme en témoignent une nouvelle fois les données préliminaires recueillies lors des enquêtes nationales.

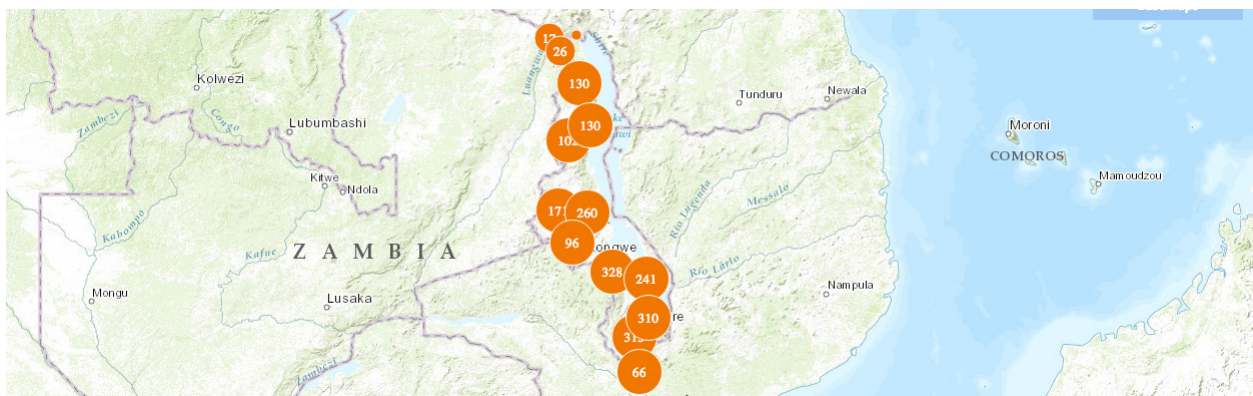
En 2013, le Secrétariat de l'IITA a poursuivi ses efforts en vue de finaliser l'expérimentation de l'échange automatique des données en République démocratique du Congo (RDC). Les enseignements tirés sont consignés afin de servir de base au déploiement des modules d'échange des données de l'IITA en fonction des différents systèmes de gestion de l'information sur l'aide (SGIA). de datos que realiza en la República Democrática del Congo (RDC). En este momento se están registrando las lecciones aprendidas, que deben resultar útiles para desarrollar los módulos de intercambio de datos de la IATI para los distintos sistemas de gestión de la información sobre la ayuda (AIMS).

4. Le Rapport annuel complet comporte d'autres exemples concernant la mise en œuvre des engagements de Busan au Bangladesh, la rapidité de publication et la qualité des données au Rwanda et la cartographie de la coopération internationale élaborée en Colombie.

Malawi : géocodage et connaissance des données

La Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA) du Malawi est complètement intégrée dans les processus de décision de l'État, en particulier pour la budgétisation et la planification. Le ministère des Finances recueille des informations concernant les engagements pluriannuels indicatifs et les prévisions annuelles des flux d'aide en provenance des partenaires de développement. L'information sur l'aide fait désormais partie du cadre budgétaire. La PGA joue également un rôle important dans la rédaction des rapports sur l'aide et facilite le processus de coordination de l'aide. Par ailleurs, depuis les dernières mises à jour, la PGA dispose d'un

module SIG (système d'information géographique) complètement intégré. Il est donc possible de saisir des données de localisation détaillées et de visualiser les projets sur une carte interactive du Malawi qui compare les lieux où sont menés les projets aux besoins locaux. La cartographie de la localisation des activités financées par les donateurs est une initiative encourageante qui pourrait permettre au gouvernement du Malawi et aux partenaires de développement d'améliorer le ciblage de l'aide, de coordonner leurs efforts, d'informer les citoyens de leurs activités et de renforcer l'appropriation nationale.



Tanzanie : renforcement de la gestion axée sur les résultats et de l'appropriation des données sur l'aide par les pays partenaires

Depuis 2008, la Tanzanie a renforcé ses capacités nationales de gestion de l'aide ainsi que celles de ses partenaires de développement. Le gouvernement tanzanien a notamment déployé une PGA sous la direction du ministère des Finances. Selon une [évaluation des dépenses publiques et de la responsabilité financière \(PEFA\) réalisée en 2013](#), l'utilisation de la PGA par les partenaires de développement et la fréquence de publication des données se sont nettement améliorées à partir de 2010 (plus de 50 % des partenaires de développement déclarent leurs décaissements tous les mois).

Au niveau des retours d'expérience, l'équipe tanzanienne a constaté que le succès de la PGA était dû à l'implication constante du personnel du ministère des Finances, qui répond aux questions des partenaires de développement, forme les utilisateurs et effectue des mesures de contrôle de la qualité. La mobilisation des partenaires de développement qui ont supervisé la mise en œuvre a été considérée comme un facteur de réussite essentiel. La coopération Sud-Sud, le partage de connaissances et le soutien mutuel ont également été jugés extrêmement utiles.

Honduras : l'indicateur de qualité

La Plateforme de Gestion de l'Aide du Honduras a été présentée officiellement le 11 avril 2013 sous le nom de « **Plataforma de Gestión de la Cooperación** » (PGC). Grâce à cette plateforme, les citoyens peuvent accéder à des informations recueillies par le ministère de la Planification et de la Coopération externe (SEPLAN) concernant des projets d'APD financés par l'aide au développement. Les nouvelles informations saisies sur la plateforme sont soumises à un processus de validation, et seuls les projets ayant été validés figurent sur le portail public.

Depuis qu'il dispose d'informations à jour, le gouvernement hondurien a davantage d'impact et est mieux informé. Il a ainsi pu examiner les questions d'efficacité de l'aide en s'appuyant sur des données statistiques, ce qui a facilité le dialogue sur les difficultés à avancer dans le sens des engagements internationaux et locaux. Grâce à la géolocalisation des informations dans le SGIA, le gouvernement hondurien peut identifier les régions géographiques qui n'ont pas bénéficié des efforts de développement. Le cadre national de suivi du Honduras comporte également un indicateur de qualité : sur la Plateforme de Gestion de l'Aide, les donateurs sont notés en fonction de la qualité des informations qu'ils publient.



Améliorer l'utilisation des données

Pour que les données de l'IITA soient utiles aux planificateurs, aux chercheurs, etc., il est important d'encourager les signataires à améliorer sensiblement la qualité et l'étendue des données qu'ils publient et à les communiquer en temps utile.

Le Groupe consultatif technique (GCT) peut jouer un rôle déterminant à cet égard. Le GCT s'est réuni à Montréal (Canada) en janvier 2014 et a abordé divers sujets au cours d'une discussion animée portant sur les trois thèmes suivants :

1. **La bonne méthode** : amélioration de la qualité et de l'étendue des données, et publication en temps utile ;
2. **Les étapes suivantes** : élaboration d'une norme qui s'applique à tous les flux d'aide au développement ;
3. **L'utilisation des données** : mise en place d'outils et de communautés de pratique en vue d'accroître l'utilisation des données, en particulier à l'échelle nationale.

Un nouveau système de suivi public pour l'Agence suédoise de coopération internationale au développement

En avril 2014, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement a lancé son **nouveau système de suivi public**. Ce système de suivi, qui utilise exclusivement les données de l'IITA, permettra de visualiser les flux d'aide entre les pays, par exemple entre la Suède et l'Afghanistan, ainsi que les informations relatives aux activités, lesquelles pourront être présentées soit par secteur, soit par organisme de financement. Il disposera également d'une fonctionnalité de comparaison des données qui permettra, par exemple, de comparer l'évolution dans le temps de l'aide accordée par la Suède à deux pays bénéficiaires.

Cet outil sera diffusé sous forme de logiciel libre et pourra facilement être réutilisé par toutes les organisations signataires de l'IITA, sous réserve qu'elles publient des données suffisamment détaillées. Ce système repose sur la célèbre plateforme de blog Wordpress, ce qui permet un déploiement de base extrêmement rapide et facile.



En 2013, le Secrétariat de l'IITA a mené à bien deux projets visant à améliorer la qualité des données et à renforcer leur utilisation à l'échelle nationale.

1. **Indicateur de transparence** : Le Secrétariat de l'IITA a pris part aux négociations visant à définir le premier **indicateur de transparence** conformément au **cadre de suivi du Partenariat mondial**. Il a ensuite aidé l'équipe d'appui conjointe du PNUD et de l'OCDE à expérimenter cet indicateur fin 2013. Les membres de l'IITA ont collaboré au processus de négociation par le biais du Groupe spécial chargé de la norme commune, et ont participé à la consultation avec les membres du Partenariat mondial. L'indicateur de transparence analyse les informations fournies aux deux systèmes de la norme commune (celui de l'IITA et celui de l'OCDE), et utilise le meilleur score

des deux systèmes sur chacun des trois aspects (à savoir la publication en temps utile, le niveau de détail et le caractère prospectif).

2. **Outils d'exploitation des données de l'IITA** : La **base de données** de l'IITA a été lancée en septembre 2013. Il s'agit d'un service en ligne qui réunit l'ensemble des données publiées conformément à la norme de l'IITA dans une base unique et interrogeable, et qui peut fournir des sections de données sous divers formats en fonction des besoins des utilisateurs. Ce système sert de base de données principale pour les développeurs qui créent des applications de recherche ou de visualisation des données de l'IITA. C'est également une ressource intéressante pour les analystes, les journalistes et tous ceux qui souhaitent accéder aux données de l'IITA.

« Development Tracker », le système de suivi du développement du DFID

Le DFID a élaboré un nouvel outil en ligne, « **Development Tracker** », qui offre des informations détaillées sur les projets de développement du Royaume-Uni, notamment les documents de projets et les transactions financières. Cet outil utilise les données de l'IITA, ce qui facilite les comparaisons entre pays, l'intégration de données publiées par d'autres signataires de l'IITA et le suivi de l'aide d'un bout à l'autre de la chaîne d'acheminement.



Perspectives

Au cours des deux prochaines années, le Secrétariat de l'IITA s'attachera à augmenter le nombre de signataires, à améliorer la qualité des données publiées, à en faciliter l'accès et à encourager une utilisation accrue des données à l'échelle nationale.

L'IITA se concentrera en particulier sur les mesures suivantes :

1

IITA 2.0

- créer une deuxième version de la norme de l'IITA, plus neutre sur le plan linguistique, et collaborer plus étroitement avec les OSC et les pays partenaires afin de déterminer ce qu'ils attendent de cette nouvelle version ;
- organiser des ateliers régionaux sur la coopération Sud-Sud afin de trouver des solutions pour mieux accompagner les donateurs qui souhaitent publier des informations conformément à la norme de l'IITA.

2

Améliorer la qualité et la quantité des données IITA

- constituer des groupes de travail axés sur la publication des informations humanitaires dans le cadre de l'IITA ;
- fournir des indications plus précises concernant la publication des résultats.

3

Utiliser les données IITA

- encourager les échanges d'expériences entre les pays partenaires quant à l'utilisation de l'information sur l'aide et étudier la possibilité d'une publication par les pays partenaires de données recueillies localement grâce aux systèmes SGIA ;
- favoriser, dans la mesure du possible, le déploiement de l'échange automatique d'informations entre l'IITA et les plateformes nationales de gestion de l'aide ;
- identifier et éliminer les obstacles à l'utilisation efficace des données de l'IITA à l'échelle nationale, et mieux faire connaître l'IITA auprès des parlementaires et de la société civile ;
- mettre en place un registre de spécialistes de l'IITA susceptibles d'aider les utilisateurs des données.

4

Sensibilisation et relations extérieures

- combler les lacunes actuelles en matière de membres (les pays du G8 pas encore signataires, par exemple) et chercher à collaborer avec le BRIC et les pays de la CSS sur la base du volontariat ;
- mener une campagne de communication externe de longue durée (qui comportera notamment une refonte des sites Internet de l'IITA) à l'attention de tous les signataires (les nouveaux comme les anciens) et des utilisateurs des données ;
- recruter de nouveaux membres afin de toucher non seulement l'ensemble des donateurs de l'APD, mais également un maximum d'acteurs impliqués dans l'évolution de l'architecture de l'aide et d'un bout à l'autre de la chaîne d'acheminement de l'aide.





INTERNATIONAL
AID
TRANSPARENCY
INITIATIVE